

#### **Résumé de l'article ci-contre**

Au lendemain des printemps arabes, le constat demeure d'un grand déséquilibre entre les territoires des pays méditerranéens, entre des zones denses urbaines et des zones rurales souvent arides. Il faut prendre en compte cette diversité territoriale et organiser de nouvelles articulations entre territoires, recentrer les agricultures périurbaines sur les besoins des citadins.

#### **Summary of the article opposite**

*In the aftermath of the Arab Spring, the conclusion is one of a heavy imbalance between regions in the Mediterranean countries, with densely populated urban areas contrasting with rural areas that are frequently arid. This regional diversity needs to be taken into account and new forms of cohesion between the regions must be forged, refocusing on peri-urban farming to meet the needs of the city-dwellers.*

#### **L'auteur**

Jean-Paul PELLISSIER est adjoint au directeur du CIHEAM-IAMM, basé à Montpellier (France). L'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM) est un institut international de formation supérieure, de coopération et de recherche. Il dépend du Centre International des Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), organisation intergouvernementale créée en 1962 par un accord intergouvernemental ratifié par les parlements des 13 pays membres. L'IAMM contribue à la production de connaissances et de compétences indispensables à la formation des cadres de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural durable de la Méditerranée et au développement des pays du pourtour méditerranéen.

## **Agriculture et développement rural en Méditerranée : l'heure du changement ?**

*par Jean-Paul PELLISSIER,  
adjoint au directeur, CIHEAM - IAMM*

Passée l'effervescence des premiers mois du printemps arabe, passées les utopies parfois très divergentes de chacun et de tous, nous sommes aujourd'hui à l'heure de l'élaboration de nouvelles politiques qui permettront de donner un nouvel élan à la Méditerranée agricole et rurale. Tirant parti du nouveau contexte démocratique, ces politiques devront corriger des travers anciens et connus de développement. Mais dans un contexte de crise du modèle libéral et de nécessaire «verdissement» des activités humaines au risque de bouleversements climatiques insoutenables, ces politiques auront également à promouvoir les germes d'un développement innovant, plus en harmonie avec les ressources naturelles et les hommes qu'héberge la mosaïque des territoires méditerranéens. Cet enjeu-là appartient à tous, au nord comme au sud de ce Bassin géopolitique.

### **La surconcentration des activités et des hommes sur la bande littorale**

Le paysage agricole et rural méditerranéen est connu, qui déroule ses nuages de perspectives inquiétantes. La surconcentration des activités et des hommes sur la bande littorale s'accompagne de la disparition ou du mitage urbain des terres agricoles les plus fertiles, d'une dissolution des liens économiques et parfois sociaux unissant cette frange territoriale aux régions intérieures et de la dégradation progressive de milieux naturels uniques.

Les grandes villes littorales, qui devraient recevoir plus d'un tiers des 40 millions de nouveaux urbains prévus à l'horizon 2020, ont de plus en plus de mal à absorber les populations migrantes mais aussi leur propre croissance avec comme corollaire le développement de la pauvreté urbaine qui se révèle par temps de crise, au point que nombreux

sont ceux qui redécouvrent, en Égypte comme en Grèce, les avantages d'une vie rurale plus économe, plus solidaire et plus humaine.

Dans le même temps, les arrières pays ruraux, avec leurs petites villes, oubliés des investisseurs publics et privés, s'isolent et s'appauvrissent alors même qu'ils représentent la grande majorité des territoires nationaux et qu'ils abritent une part encore importante de la population (plus de 165 millions de personnes en 2010).

Au Sud, l'agriculture, qui reste un secteur économique important, peine à faire vivre ses actifs, sans parler d'être une source de dynamisme entrepreneuriale, d'innovations et in fine de création d'emplois. Plus que le fait des populations résidentes, les réussites dans ce domaine sont aujourd'hui souvent le fait d'investisseurs qui naviguent au gré des opportunités, sans toujours se préoccuper ni d'intégration territoriale ni de durabilité. Dans ce contexte et malgré une amélioration notable de la productivité, la dépendance des pays méditerranéens du Sud et de l'Est aux marchés extérieurs pour ce qui concerne l'approvisionnement en produits alimentaires de base s'accroît.

## **La diversité des territoires est une opportunité pour le développement**

Enfin, partout les ressources naturelles souffrent d'une surexploitation qui laisse présager des lendemains difficiles (salinisation et érosion des terres arables, dégradation des pâturages, réduction du disponible en eau,...), qu'aggravent les perspectives de changement climatique. Face à ces différents indices qui sont source de très fortes inquiétudes, il s'agit aujourd'hui de donner une nouvelle perspective au développement des territoires ruraux et de l'agriculture méditerranéenne. Sur quelles bases fonder cette approche? Plusieurs éléments nous semblent devoir être retenus.

Le premier est de reconsidérer la grande diversité des territoires ruraux méditerranéens et la richesse que cette diversité représente. Plutôt que de raisonner en terme de contraintes par rapport à un modèle standard, il s'agit de parvenir à mobiliser les spécificités de chacun de ses territoires pour en faire autant d'avantages et d'opportunités de développement. Tel territoire dispose de productions spécifiques reconnues ou potentielles, tel autre est favorisé en terme de précocité du calendrier de production et ailleurs, ce peut être la qualité des paysages et des traditions qui prime. Cette approche inclusive du développement qui passe par la mobilisation des ressources spécifiques des territoires

permet par ailleurs une réappropriation de l'espace par les populations et favorise ainsi les stratégies de conservation des ressources dans la mesure où ce sont sur ses dernières que se fonde le développement. Cette approche s'appuie également sur la mobilisation des populations et nous touchons là au second élément à prendre en compte.

Pour peu que l'on se donne la peine de les chercher ou que l'on veuille bien les voir, on s'aperçoit que les espaces ruraux regorgent d'initiatives individuelles ou collectives qui traduisent le dynamisme de « leaders » locaux et la recherche par les populations elles-mêmes de réponses à leurs difficultés. L'entrepreneur qui a décidé d'investir « au pays » avec le souci de créer des emplois pour ses compatriotes, l'association qui a engagé une démarche collective de revitalisation de l'espace public, le producteur qui explore de nouveaux créneaux de production, ... tous ces acteurs existent, qui prouvent la richesse réelle ou potentielle du tissu humain rural.

Richesse des ressources territoriales, richesse des hommes mais également richesse des marchés. Face à l'idéalisation du « tout exportation » vers les marchés occidentaux qui renforce la littoralisation de l'économie et n'a souvent qu'un impact très faible sur le tissu économique national, il est tant de reconsidérer la place des marchés de proximité, des marchés nationaux et bien sûr des marchés régionaux, notamment transfrontaliers, dans leur capacité à structurer et enrichir l'économie locale. À ce titre aussi, il conviendrait de replacer les agricultures urbaines et périurbaines sur la voie d'une plus grande convergence entre les villes et les régions intérieures par la promotion des liens alimentaires et des terroirs.

Des politiques nationales d'accompagnement doivent bien sûr être mises en œuvre, qui organisent un environnement favorable à l'émergence et à la consolidation d'activités économiques territorialisées (concernant la sécurisation foncière, l'accès au crédit, le tourisme, les investissements, ...). Le renforcement de capacités des acteurs est également un autre domaine qui doit faire l'objet d'un fort investissement (amélioration des compétences et des connaissances, meilleure organisation, ouverture sur l'innovation et le monde de la recherche, ...). Dans un contexte où l'agriculture et les territoires ruraux en Méditerranée du nord se cherchent également un avenir et où l'Europe apparaît comme riche d'une expérience de plus de 50 ans dans la conduite d'une Politique agricole et rurale commune, même si son second volet est plus récent, une coopération euro-méditerranéenne sur ces thèmes, qui soit véritablement partenariale, trouverait tout son sens.

Dans le domaine agricole, il n'est qu'à regarder la carte des déficits alimentaires sur le pourtour méditerranéen pour constater que la totalité des pays, à l'exception notable de la France et de la Turquie, sont chroniquement déficitaires en produits alimentaires de base. Pourquoi cette situation, qui n'est plus un problème pour l'Italie ou le Portugal, resterait-elle une épée de Damoclès pointée sur les sociétés et les économies des pays du Sud? Des solutions globales méditerranéennes sont aujourd'hui à l'étude, qu'il conviendrait d'approfondir pour les rendre opérationnelles.

Et si l'on tourne notre regard vers les territoires ruraux, force est aujourd'hui de constater que, si l'on imagine bien introduire, à coup d'architectes géniaux et de centaines de millions de dollars, de yens ou d'euros, la nature et l'agriculture en ville (qui n'a pas entendu parler par exemple des tours productrices d'aliments présentées comme le nouveau parangon du bonheur urbain?), on peine encore à accepter conceptuellement que les territoires ruraux, où le social et l'environnemental sont souvent encore une évidence, puissent constituer des territoires de vie ou opère la modernité et l'innovation, simplement parce que l'implantation économique y serait plus difficile alors même que l'on sait qu'ils constituent des gisements d'emplois locaux et que les progrès techniques dans le domaine de l'énergie ou des communications ont aboli certaines des distances qui pouvaient constituer des freins économiques. Ces territoires n'ont pas encore trouvé leurs architectes et gageons qu'un partenariat euro-méditerranéen sur ce thème contribuerait à faire changer le paradigme du développement et à ouvrir de nouvelles voies.

*Pour en savoir plus on pourra notamment se reporter :*

- aux nombreuses publications du CIHEAM et de ses instituts : [www.ciheam.org](http://www.ciheam.org)
- à la dernière publication d'Ipemed : *Demain, la Méditerranée. Scénarios et projections à 2030*, Ed. Ipemed, Coll. Construire la Méditerranée, 2011
- aux études du Plan bleu : [www.planbleu.org](http://www.planbleu.org)
- aux réflexions portées par l'Office de coopération économique pour la Méditerranée et l'Orient, réseau d'experts tout nouvellement créé